

ADMINISTRATION

SECRETARIAT DE PUBLICATION

Directeur de publication : Pr KONE Moussa

Rédacteur en chef : Pr. KOUADIO Luc

Rédacteur en chef adjoint : MCA OGA Agbaya SS

Secrétaires de rédaction :

Pr. EKRA Kouadio D.

Pr. DAGNAN N'Cho Simplicie

MCA SAMBA Mamadou

Responsable marketing : N'GNIMMIEN Kouassi Koffi L.

Contact

UFR Sciences Pharmaceutiques et Biologiques

Téléphone : (225) 22 480 070 / 22 484 747

Télécopie : (225) 22 441 171/ Email : cspabidjan@yahoo.fr

COMITÉ SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

Pr. AKA Gblanh FP (CI), Pr. AKA Joseph (CI), Pr. AKOUA-KOFFI GC (CI), Pr. BAKAYOKO-LY R (CI), Dr BOA Assemian (CI), Pr. DAGNAN NS (CI), Pr. DIARRA-NAMA JA (CI), Pr. EHOLIE SP (CI), Pr EKRA KD (CI), MCA GUINAN JC (CI), Pr. KOFFI Kouamé (CI), Pr. KOUADIO Luc (CI), Pr. KOUAKOU N'Zué M (CI), Dr MELESSE Florent (CI), Dr N'GUESSAN Bi Tah (CI), Pr. SARACINO-TAGLIENTE J (CI), MCA AKE-TANO O (CI), Pr. BENIE BI VJ (CI), Pr. TIAHOU Georges (CI), MCA SAMBA Mamadou (CI), MCA TIEMBRE Issiaka (CI), Pr SANGHO Hamadou (Mali), Pr N'DIAYE Papa (Sénégal), Pr. BAH Hassane (Guinée), Pr. FAYE Daouda (Sénégal)

ÉDITION, DIFFUSION

Editions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI)

Université de Cocody - Abidjan (CI)

22 BP 384 Abidjan 22

Téléphone : (225) 22 444 835

Email : educiabj@yahoo.fr

Cahier de Santé Publique, Vol. 13, N°1, 2014

Dépôt légal : 1^{er} semestre 2014

ISSN : 1817-5538

Tous droits de traduction, de reproduction
et d'adaptation réservés pour tous les pays.

SOMMAIRE

Editorial.....	5
Prévention des accidents de la voie publique chez les conducteurs de motos-taxis de Bouaké, côte d'ivoire, mars 2014 KOUASSI Damus P, ANGBO-EFFI O, YAO Gnissan Henri A, SOUMAHORO SORY I, AKANI Bengaman C, OUATTARA N'Dah M, KRA Ouffoué.....	7-17
Le système de vaccination en Côte d'Ivoire: problèmes et proposition de solutions DOUBA Alfred, AKA LÉPRI B Nicaise, ATTOH-TOURÉ Harvey, YAO Gnissan H Auguste, AKANI BANGAMAN C, Ano Marie Noelle OUSSOU Konan R, N'GUESSAN Konan E, ZENGBÉ-ACRAY Petronill.....	18-27
Analyse des connaissances, attitudes et pratiques des professionnels de la santé sur les vaccins et la vaccination à Abidjan, 2014. ATTOH-TOURÉ HARVEY, AKA LBN, AHOUSSOU EM, GUILLON-GRAMMATICO L,.....	28-38
Evaluation de la qualité des prescriptions médicamenteuses. THÉRA T, TÉGUÉTÉ I, DIALLO B, KOUMA A, TRAORÉ S O, FOHEM G B, DOUMBIA M.....	39-47
Evaluation de la qualité des soins obstétricaux et la satisfaction des usagers dans le District de Bamako. KOUROUMA KR, YAYO SPO, YOHOU K S, POLNEAU S,	48-55
Recommandation aux auteurs.....	56-58

CHANGER LA DONNE EN MATIERE DE VACCINATION DOIT DEVENIR LA NORME DANS LE MONDE

La vaccination permet d'éviter 2 à 3 millions de décès par an, mais on pourrait sauver 1,5 million de vies supplémentaires en améliorant la couverture vaccinale dans le monde. On estime aujourd'hui que 18,7 millions d'enfants, soit près d'1 sur 5 dans le monde, ne bénéficient pas encore de certaines vaccinations systématiques pour des maladies évitables, comme la diphtérie, la coqueluche ou le tétanos.

En 2012, l'Assemblée mondiale de la Santé a approuvé le Plan d'action mondial pour les vaccins (GVAP), un engagement pour que personne ne passe à côté des vaccinations essentielles. Malgré les progrès de la couverture vaccinale dans certaines régions et dans certains pays, nous sommes toujours en retard pour atteindre les cibles mondiales de la vaccination.

«Bien qu'on ait assisté à des progrès de la vaccination dans le monde, la couverture vaccinale mondiale a marqué le pas ces dernières années», déplore le Dr Flavia Bustreo, Sous-Directeur général à l'OMS pour le Groupe Santé de la famille, de la femme et de l'enfants et Vice-Président du Conseil de Gavi, l'Alliance du vaccin. «Bien trop d'occasions sont manquées chaque jour pour atteindre les enfants non vaccinés et combler les lacunes en matière de vaccination.»

Pour améliorer la couverture vaccinale, l'OMS demande aux pays de couvrir davantage d'enfants qui échappent aux systèmes de vaccination systématique, en particulier ceux qui vivent dans des pays, des districts ou des zones où moins de 80% d'entre eux reçoivent ces vaccins ou ceux qui vivent dans des pays en proie à des conflits ou affectés par des situations d'urgence.

Plus de 60% des enfants non vaccinés vivent dans 10 pays : l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, l'Inde, l'Indonésie, l'Iraq, le Nigéria, l'Ouganda, le Pakistan, les Philippines et la République démocratique du Congo.

De même, lorsqu'un enfant ou un adulte, qui n'est pas vacciné ou pas complètement vacciné, va dans un établissement de soins pour quelque raison que ce soit, les agents de santé doivent vérifier son dossier de vaccination et il faut alors lui administrer tous les vaccins qui lui manquent.

Or, des évaluations récentes sur le terrain dans la Région des Amériques et la Région africaine ont montré qu'entre 23 % et 96 % des enfants qui remplissent les conditions requises et sont venus dans un établissement de soins pour la vaccination ou un traitement médical, ont quitté cet établissement sans avoir reçu les doses vaccinales dont ils avaient besoin.

«Ce ne sont pas des enfants que l'on considérerait comme étant 'difficiles à atteindre' ou appartenant à des populations mal desservies», reconnaît le Dr Okwo-Bele. «Il est facile de faire progresser la couverture vaccinale rien qu'en s'occupant des enfants venant déjà dans les établissements de santé.»

Pour le renforcement de la qualité et de l'utilisation des données, l'Assemblée mondiale de la Santé a adopté une résolution sur le prix des vaccins, demandant aux pays de fournir à l'OMS les prix des vaccins. Actuellement, la base de données de l'OMS renferme 1600 prix pour près d'une cinquantaine de vaccins dans 42 pays, mais aussi chez les acheteurs internationaux, comme la plateforme d'achat disponible dans la Région OMS des Amériques, ou l'UNICEF, ce qui en fait la plus grande base de données internationale sur les prix des vaccins.

Comme le prix des vaccins représente une part importante des budgets nationaux pour la vaccination et comme le prix des nouveaux vaccins est plus élevé que celui des vaccins traditionnels, les coûts constituent un obstacle difficile à surmonter pour les pays voulant introduire de nouveaux vaccins.

Le Plan d'action mondial pour les vaccins voit un monde où plus personne n'est exposé aux maladies évitables par la vaccination d'ici à 2020.

Source : OMS